



années suivantes il se soit maintenu, on n'est pas même parvenu à freiner la misère. Selon les données du GUS (Office Central de Statistiques), l'année dernière, la chute des revenus réels a frappé 42% des familles; alors que évaluée officiellement à 15%, la hausse des coûts de subsistance (pour les familles les plus défavorisées), reprenant les produits de 1ère nécessité, a dépassé 30%, soit près de deux fois plus que la hausse des revenus nominaux moyens.

Le nombre de familles vivant sous le minimum social d'existence croit donc sans cesse. En même temps, depuis la moitié des années soixante, les taux de mortalité augmentent, la durée moyenne de vie se réduit. Les Polonais forment une nation de gens malades, le nombre d'invalides et d'handicapés s'élève. Les causes de maladies se multiplient dans les entreprises. Selon les estimations publiées du centre officiel d'études près du CC du POUW, "la moitié des postes de travail n'est pas mécanisée, 4 millions de personnes effectuent un travail exigeant un effort physique exigeant. 3 millions de personnes sont occupées dans des conditions définies comme dépassant les normes admises, dont 300 mille travaillent dans des conditions extrêmement nuisibles. Dans l'industrie, on compte annuellement 1.200 accidents mortels et plus de cent mille personnes passent chaque année en pension d'invalidité. En même temps, on compte chaque année environ dix mille cas de maladies professionnelles. Parmi les trois millions de navetteurs dont l'activité professionnelle est prolongée d'au moins dix heures par les déplacements, la majorité sont des ouvriers". Tant les auteurs de ce rapport que d'autres experts remarquent que ces données sont sous-évaluées; ce phénomène apparaît déjà au niveau de l'entreprise et n'est soumis à aucun contrôle systématique.

Depuis des années, aucune action n'est entreprise pour améliorer les conditions de travail dans les secteurs économiques où les travailleurs voient leur santé particulièrement exposée. Ainsi, p. ex., les travailleurs forestiers souffrent de maladies vibratoires, conséquence directe de leur travail sur des scies mécaniques. Chez eux, le taux de maladies professionnelles détectées dépasse 210 pour cent mille travailleurs et est le plus élevé de Pologne. (Dans l'industrie, le taux correspondant est de 150). Environ 600 mille ouvriers travaillent dans un bruit dépassant les normes admises. Les travailleurs des fonderies non-ferreuses sont exposés à des intoxications chimiques, particulièrement par le plomb. Après l'assourdissement, les maladies vibratoires et les intoxications chimiques, les ouvriers sont le plus souvent touchés par la silicose, les maladies de la peau ainsi que par les maladies liées à des chaleurs excessives (dans les aciéries) ou à des changements de température (les chantiers navals). Les mineurs, dont la vie est constamment menacée à leur travail, sont continuellement exposés à des radiations élevées. Aucune attention n'est prêtée à l'état de santé des travailleurs. Ceux qui se plaignent d'un mauvais état de santé moral sont considérés comme des simulateurs ou des resquilleurs; alors que l'état de santé psychique et physique, mesuré par des indices tant objectifs que subjectifs, est catastrophique. Des enquêtes menées parmi des métallurgistes ont démontré

que les aptitudes physiques ont, sur une période de treize ans (1969-1982), diminué dans tous les groupes d'âge. En 1982, les capacités physiques des métallurgistes de 30-40 ans ont été de près de 30% inférieures à celles des métallurgistes proches de la retraite (plus de 50 ans) de 1969.

La situation des femmes employées dans l'industrie est particulièrement pénible. Elles travaillent fréquemment en 2 ou 3 équipes (leur durée moyenne de sommeil n'est alors pas supérieure à 5h), elles doivent porter des charges dépassant cinq fois les normes permises, elles travaillent constamment dans le bruit et les vibrations, dans des températures très élevées ou très basses, dans des locaux empoussiérés, sous la menace constante d'intoxications chimiques. Selon les données de l'Inspection du Travail de Katowice, 84,7% des femmes employées dans l'industrie travaillent dans de telles conditions. Des enquêtes menées en 1979 parmi les ouvrières-tisseuses ont révélé: une position incorrecte des épaules chez 82%, des déformations de la colonne vertébrale chez 76% et d'autres troubles du maintien chez 74-76% des femmes. Un plus grand pourcentage encore de défauts du maintien a été révélé par des enquêtes parmi les couturières de Lodz. Parmi les employées du commerce, on note le nombre le plus élevé de fausses couches de toute la population féminine. 80% des ouvrières employées dans l'industrie textile souffrent d'au moins une maladie liée dans une large mesure à leur travail professionnel.

Les risques résultant des mauvaises conditions de vie et de travail sont augmentés par l'état alarmant de l'environnement naturel. La Pologne est au monde le pays où l'air est le plus pollué. Les limites de la pollution des bois sont dépassées. Les concentrations de gaz, de poussières, d'émanations chimiques dépassent plusieurs fois les normes admises. Les réserves d'eau pure se réduisent; les rivières et les lacs sont pollués par le chlore, le soufre et les métaux lourds. Seul 1% des eaux sont de 1ère classe quant à la pureté (il y a cinq ans, il y en avait encore 10%), 49% des rivières sont au-delà de toute classification. Les sols sont pollués. Des investissements industriels irréfléchis entraînent la pollution des rares régions encore propres. Plus de 35% de la population vit dans des zones où la pollution dépasse les normes admises. La situation médicale, l'état désastreux du logement, les difficultés d'achat de produits de 1ère nécessité, les problèmes de communications complètent le panorama des conditions d'existence des Polonais.

Cette situation va empirer. La structure économique n'est pas adaptée aux besoins de la population et les tâches productrices non-réalisées assombrissent les problèmes des conditions de vie et de travail. Selon la politique des autorités, les insuccès de la réforme économique doivent être réduits par l'exploitation "des unités de force de travail" dociles. C'est à cette fin que doivent servir les textes législatifs déjà introduits (arrêté ministériel du 19.12.1985 sur le temps de travail, a. m. du 21.01.1986 sur l'allongement du temps de travail) ou en préparation (les amendements au code du travail, la loi sur les conventions collectives et les accords d'entreprises, la loi sur les fonds sociaux et de logement). Ces textes prévoient entre autres le



retrait des droits reconnus depuis longtemps aux travailleurs et ils visent avant tout l'allongement du temps de travail par la liquidation graduelle des samedis libres. Là où ce sera possible, on limitera les salaires des travailleurs, surtout ceux des groupes les plus faibles, ainsi que des pensionnés et des retraités. Les allocations des fonds sociaux diminueront significativement; les avantages en nature ou les avantages professionnels seront bloqués; les allocations familiales auront du fait de l'inflation de moins en moins de valeur. L'administration dispose de tous les moyens, financiers et matériels, ce qui doit contraindre les travailleurs à la docilité.

L'amélioration de la situation existante n'est donc pas de l'intérêt des autorités et des différents groupes de pression industriels. L'expérience passée indique clairement que ce ne sont pas les syndicats officiels qui conduiront à cette amélioration, syndicats qui au niveau des entreprises sont soumis aux directions, alors qu'au niveau central, ils se bornent à appeler à augmenter la productivité du travail. La réalisation des principes du pluralisme syndical créerait une possibilité de rétablir la situation.

Dans ces conditions, l'action des commissions clandestines d'entreprises de NSZZ "Solidarnosc" revêt une importance particulière. Ces actions doivent consister à communiquer aux travailleurs, par les journaux d'entreprises et des tracts, l'étendue et le genre de menaces existantes ainsi qu'à organiser une pression directe sur leur direction d'entreprise. Sont indispensables la création de comités enquêtant sur les conditions de travail et exigeant leur amélioration au niveau de l'entreprise, l'organisation de groupes inter-entreprises rassemblant et publiant des données sur les conditions de vie et de travail ainsi que le soutien de toute autre initiative individuelle ou collective dans ce domaine.

Des actions sont nécessaires sur:

- a) le conditionnement des salaires des directions d'entreprises à la prise par celles-ci de mesures efficaces augmentant la sécurité du travail;
- b) la vérification générale en matière de travail et de santé des ouvriers, de toutes les matières premières, des machines, de la technologie, des objectifs industriels et de production; le contrôle et l'organisation du travail ainsi que l'unification des règlements;
- c) la liquidation graduelle des contrats individuels à la pièce, appliqué en général à la place d'une organisation adéquate du travail;
- d) l'introduction de règlements unifiés sur la protection de l'environnement;
- e) la fermeture ou la reconstruction des ateliers et des usines où les conditions de travail sont déficientes ou menaçant particulièrement l'environnement naturel;
- f) l'augmentation des fonds de la santé en relation avec des modifications de l'organisation des services de santé;
- g) une étude sur le thème de la pollution du milieu naturel et des dangers du travail ainsi que la communication à l'opinion publique de toutes les données sur ce thème;
- h) la ratification par la Pologne des conventions de

l'OIT sur la protection du travail et de la santé.

Seule une opposition volontaire et solidaire de tous les travailleurs contre la réduction des salaires réels, l'allongement du temps de travail, l'aggravation des conditions de travail peut forcer les autorités à un changement fondamental de la politique économique et donc à la reconstruction du pays au lieu de sa destruction. Afin de regrouper les remarques de l'opinion publique et les efforts entrepris sur ces thèmes par les différentes entreprises et groupes de travailleurs, nous appelons à faire de septembre 86 un mois de lutte intense pour la défense des conditions de travail et de la vie de la société polonaise.

Nous appelons tous les membres et sympathisants de "Solidarnosc" à, pendant ce mois, par tous les moyens possibles, diffuser des informations véritables sur les conditions de vie des différents groupes d'habitants de notre pays, sur les modifications de la législation du travail, sur les conditions de travail, la pollution de l'environnement et des aliments.

En septembre, dans les entreprises, il convient de renforcer les actions pour des hausses de salaires (surtout les plus bas) et défendre les conditions de travail. Selon les situations, il peut s'agir de réunions d'ateliers, de pétitions revendicatives, de refus de travailler en heures supplémentaires, etc. Des accords sont nécessaires en vue d'actions communes entre les différentes usines d'une même ville, région, branche. De telles ententes sont particulièrement utiles aux entreprises plus petites ou moins à même, pour d'autres raisons, de faire pression sur les autorités. Nous ne voulons pas que cette question, la plus importante pour les travailleurs et le syndicat au sens propre de ce terme, s'oublie au bout du mois. Nous souhaitons cependant pendant ce temps expliquer à tous le danger de la situation et l'étendue des risques, entreprendre une action préventive à long terme. Nous appelons tous les travailleurs et tous les organisations et instituts non-officiels et officiels à appuyer notre initiative.

- 20 juin 1986

Commission Provisoire de Coordination de NSZZ "Solidarnosc": Marek Muszynski - région de Basse-Silésie; Jan Andrzej Gorny - région de Haute-Silésie; des représentants des régions de Gdansk, Petite-Pologne, Mazovie, Littoral-Occidental, Torun-Bydgoszcz, Grande-Pologne, Lodz.

LECH WALESA, président de NSZZ "Solidarnosc" a du interrompre ses vacances pour répondre aux questions de la police sur les activités de la Commission Provisoire de Coordination (TKK) de NSZZ "Solidarnosc" et sur Zbigniew Bujak, récemment arrêté. Walesa a déclaré plus tard à un correspondant de l'agence UPI qu'il avait refusé de se soumettre à la police et que par conséquent, il avait été contraint de se présenter au Ministère de l'Intérieur, accompagné par des policiers. On lui a demandé qui finance les activités de la TKK, qui a enseigné aux syndicalistes le maniement des équipements informatiques ainsi que des questions sur la presse indépendante. Au lieu de répondre aux questions,

Walesa a déclaré à la police qu'il considérait cet interrogatoire comme un des nombreux harcèlements dirigés contre lui.

LECH WALESZA a expliqué dans une interview récente à la presse américaine les trois étapes majeures du développement du syndicat en Pologne. Dans un premier temps, "Solidarnosc" a veillé à gagner de la crédibilité dans la société et à supprimer les structures économiques et politiques inefficaces qui contribuaient à la crise économique du pays. Dans la seconde et plus difficile étape, actuelle, les militants doivent formuler de nouveaux programmes et rechercher des solutions claires et concises aux problèmes présents. Walesa a souligné le besoin actuel d'une meilleure organisation du travail, de véritables élections démocratiques et du pluralisme social, qui permettront de remplacer le monopole des autorités et la prédominance du POUP. La troisième étape, c'est la réalisation future des buts de NSZZ "Solidarnosc". Walesa indique que le moment et le mode de réalisation de ces buts dépendront pour une large part des pas effectués par les autorités. Il a conclu en disant que la persistance de la crise économique peut provoquer des protestations sociales similaires à celles d'août 80.

DANS UNE LETTRE ouverte adressée aux autorités polonaises, le président de NSZZ "Solidarnosc" Lech Walesa et des représentants des organisations indépendantes demandent un statut spécial pour les prisonniers politiques, les militants syndicaux et les membres d'organisations indépendantes. La lettre était, entre autres, signée par Walesa, Jacek Kuron, conseiller de "Solidarnosc", Marian Jurczyk, membre de la Commission Nationale du Syndicat, Stefan Bratkowski, président de l'Association des Journalistes Polonais en 1980 et 1981.

LE PROFESSEUR Edward Lipinski, économiste et militant des droits de l'homme, est décédé le 13 juillet à Varsovie à l'âge de 97 ans. Il avait été fondateur à la fois du KSS-KOR, le comité de défense des ouvriers créé en 1976 et de la Commission Polonaise Helsinki. Conseiller actif de NSZZ "Solidarnosc", il avait protesté vigoureusement contre la délégalisation du Syndicat. Dans une de ses dernières déclarations publiques, le professeur Lipinski avait, dans une lettre de protestation adressée au général Wojciech Jaruzelski, condamné le meurtre du père Jerzy Popieluszko.

DES MESURES extraordinaires ont été prises à la prison de la rue Rackowiecka à Varsovie depuis que Zbigniew Bujak y est détenu. Un étage entier du pavillon III des prisonniers politiques a été vidé; les prisonniers politiques étant transférés dans des cellules dans les caves. Le nombre des gardiens a été augmenté. Les cours ont été recouvertes de fils barbelés.

UNE BANDEROLE de 35 m<sup>2</sup> portant les mots "Le fantôme du communisme menace le monde" (d'après une affiche d'un mouvement de résistance afghan) a été placée sur un toit de Varsovie par des militants de "Solidarnosc" le 24 juin. La police n'a pu l'ôter qu'une heure et demie

plus tard. Dix mille tracts ont été jettés du haut des toits.

DES MILITANTS de "Solidarnosc" ont distribué plus de 230.000 tracts en juin à Varsovie pour protester contre l'arrestation de Zbigniew Bujak et le 10ème Congrès du POUP.

L'ENTENTE des Structures de "Solidarnosc" de Varsovie a adressé des journaux aux participants au 10ème Congrès du POUP. Dans l'éditorial, on peut lire: "Nous ne vous considérons pas comme des ennemis. L'idée de cette publication est de nouer un dialogue sur ce qu'il faut changer dans notre pays et de quelle manière".

LA DIRECTION de l'entreprise ASPA de Wroclaw a annoncé que seuls les travailleurs prestant des heures supplémentaires en semaine auront droit à la prime de 500 zł pour le travail du samedi.

AU DEUXIEME tour des élections au Conseil Ouvrier des entreprises "Stalchemak" de Siedlce, Marek Bialy a recueilli le plus de voix. Il avait été arrêté après le 1er tour et condamné à 10 mois de prison. Le nouveau Conseil Ouvrier, fraîchement élu, a adressé le 12 juin une pétition au Tribunal Provincial pour la libération de Bialy. En appel, le Tribunal a cependant maintenu son jugement.

UN APPEL signé par 490 travailleurs de DOLMEL (fabrications électriques) à Wroclaw, demandant la libération de Wladyslaw Frasyniuk, a été adressé à la Diète Polonaise (le Parlement) le 17 avril 1986. Cet appel demande à tous les travailleurs de Wroclaw de défendre les militants emprisonnés de NSZZ "Solidarnosc".

A WROCLAW, cinq manifestants demandant la libération des prisonniers politiques ont été condamnés à 30.000 zł d'amende chacun, à acquitter dans un délai de deux semaines. Le Père Ludwik Wisniewski, Andrzej Falkiewicz, le professeur Marian Suski, l'assistant Tomasz Wojcik et Romuald Siepsiak ont été interpellés parmi un groupe d'une centaine de personnes pour avoir brandi une banderole près de la prison de Wroclaw.

MIECZYSAW PLESNIAK, Wladyslaw Fusa et Bogdan Klube ont été arrêtés à Wroclaw le 15 juillet lors d'une nouvelle raffle de la police contre les groupes défendant les prisonniers politiques. Jozef Piniór, représentant des structures régionales de NSZZ "Solidarnosc" de Wroclaw, a déclaré que les personnes interpellées étaient généralement libérées au bout de 48 heures, à l'exception de Dariusz Olszewski et Leszek Budrewicz, arrêtés le 9 juillet et toujours détenus. Les protestataires de Wroclaw qui participent à une série d'actions coordonnées par le RKW, la structure régionale de "Solidarnosc", revendiquant la libération de Wladyslaw Frasyniuk et des autres syndicalistes emprisonnés, ont déclaré leur intention de poursuivre leur action malgré les poursuites de la police.

PAWEL SKUDLARSKI, un des participants de l'action de Wroclaw, a été arrêté par la police alors qu'il brandi-



ssait une banderole portant les mots "Libérez Wladyslaw Frasyniuk" et "Libérez tous les prisonniers politiques polonais".

LES ETUDIANTS de mathématiques et de physique de l'Université de Gdansk ont mené avec succès une grève absenteïste en mars dernier pour protester contre les émanations chimiques nocives provenant du toit de leur salle de cours. Environ 80% des étudiants ont participé à la grève. Les responsables de l'Université ont promis d'examiner le problème.

LES EMPLOYES des éditions "Solidarnosc" ont décerné en avril 86 pour la troisième fois le prix du meilleur livre écrit par un auteur polonais vivant en Pologne. Etaient candidats: "J'avoue" de R. Bugajski, "La naissance du Pouvoir en Pologne 1944-1948" de K. Kersten, "Qui a laissé entrer les journalistes?" de M. Miller, "Eux" de T. Toranska et "Les pensées d'un polonais archaïque" de P. Wierzbicki. T. Toranska a remporté le prix de 35.000 zl. Les auteurs du rapport "La Pologne: Cinq ans après Août" et les éditions CDN pour le livre "Recherches" de C. Milosz, édité par Konrad Piwnicki ont été également mis en évidence.

DEUX NOUVELLES publications sur les pays du bloc communiste ont fait leur apparition dans la presse indépendante, clandestine. "Nowa Koalicja" (la nouvelle coalition), publiée par WSN, souhaite se concentrer sur les intérêts communs partagés par les pays situés entre la Baltique et la Mer Noire; le premier numéro concernait la Pologne, la Hongrie et l'Ukraine. "Dialog" s'attache au thème polonais-ukrainiens.

UN GROUPE POLONAIS de Réconciliation a été créé à Lublin à la fin 1985. Ce groupe souhaite établir des contacts étroits entre la Pologne et ses voisins orientaux, en particulier les rapports polono-ukrainiens. Parmi les membres du groupe, on compte des représentants de la minorité ukrainienne en Pologne.

LA 39ème COMMISSION Exécutive de la BATU (fédération des syndicats Asiatiques, affiliée à la Confédération Mondiale du Travail) qui s'est réunie à Singapour en juillet, a réaffirmé sa solidarité fraternelle et son soutien à NSZZ "Solidarnosc", à son président Lech Walesa, à la Commission Provisoire de Coordination et au Bureau de Coordination à l'Etranger de Bruxelles. La BATU déclare considérer "Solidarnosc" comme l'expression authentique de la lutte pacifique du peuple et des travailleurs polonais pour la justice, la liberté et la démocratie.

UNE LETTRE OUVERTE au Général Wojciech Jaruzelski circule parmi des personnalités d'Australie. Elle a jusqu'ici été signée par 70 personnes, dont l'ancien premier ministre, Sir Malcolm Fraser. Cette lettre exprime la préoccupation et l'inquiétude devant la vague d'arrestations touchant les leaders et militants de NSZZ "Solidarnosc", nommant en particulier Wladyslaw Frasyniuk, Bogdan Lis, Adam Michnik, Tadeusz Jedynek, Czeslaw Bielecki, Bogdan Borusewicz, Zbigniew Bujak et Leszek Moczulski, leader de la Confédération de la

Pologne Indépendante (KPN), condamné à quatre ans de prison. Les signataires soulignent l'incapacité des autorités à prouver que le Syndicat a appelé à recourir à la violence et demandent une amnistie inconditionnelle.

ZBIGNIEW BUJAK commençait son discours pour la manifestation du 1er Mai de "Solidarnosc" par l'affirmation que "chaque manifestation, chaque journal indépendant publié et chaque déclaration sincère nous rapprochent de la liberté que nous désirons". Dans son discours diffusé à Varsovie avant son arrestation le 31 mai, il a déclaré que pour un bout de liberté, les Polonais devaient payer un prix élevé qui signifiait dans la plupart des cas l'emprisonnement. Selon Bujak, ce prix n'est pas si élevé si les prisonniers ne sont pas oubliés. Déclarant le 1er Mai jour de solidarité internationale, il a évoqué les luttes pour la liberté en Afghanistan, Tchécoslovaquie et Hongrie. Il a rendu hommage aux prisonniers des pays de l'Est, citant les noms de certains des prisonniers les plus connus détenus dans les prisons et les camps de travail soviétiques. Bujak a remercié tous les syndicats démocratiques occidentaux pour leur aide et soutien; il a de même exprimé sa gratitude pour la solidarité des amis de l'Europe Orientale. Bujak a conclu en déclarant que seule "Solidarnosc" peut stopper la politique économique des autorités, basée sur les hausses de prix et frappant le niveau de vie des travailleurs polonais.

LA SITUATION de l'agriculture en Pologne, pour ce qui est de l'approvisionnement sur le marché a évolué. Il n'y a pas pénurie de produits de base et même la viande devient petit à petit plus disponible. Les importations de céréales ont été sensiblement réduites et le pays est proche de l'auto-suffisance: l'importation de produits agricoles dépasse de peu les exportations. Les prix alimentaires sont à la hausse mais cependant moins fortement que ceux de nombreux produits manufacturés. Pourtant, ce sont des succès fragiles constamment menacés par les problèmes qui augurent d'une nouvelle faillite de l'agriculture. Ces dangers se sont multipliés dans le passé récent.

Dans la seconde moitié des années 70, une intense campagne politique a été menée pour développer et renforcer la part des fermes d'état et des coopératives dans l'agriculture. Disposant de moins de 25% du total des terres cultivables, l'agriculture collective a reçu une large part des investissements consentis ainsi que la moitié des aliments de bétail et des engrais. Toutes ces ressources ont été largement gaspillées. Simultanément, la rentabilité des fermes individuelles a décliné du fait des difficultés pour se procurer les machines, outils, aliments et engrais. En conséquence, les cultures ont stagné et l'élevage (en particulier porcin) a connu une chute brutale. Les villages voyaient leur jeunesse migrer en masse alors que ceux qui restaient se devaient de trouver un travail complémentaire. Les craintes des fermiers sur l'avenir de l'agriculture privée en Pologne étaient une nouvelle fois confirmées; l'expérience de "l'agriculture collective" a échoué, précipitant la faillite du marché et contribuant à la

crise économique générale.

En 1980, la situation économique critique et la pression sociale d'après-août ont forcé des changements fondamentaux dans la politique agricole des autorités. Des espoirs d'une réelle amélioration qualitative sont nés suite aux garanties légales sur le maintien des fermes privées et aux promesses d'investissements supplémentaires (jusqu'à 30% de l'ensemble des investissements), de même que du rattachement des revenus agricoles à ceux des autres groupes professionnels ainsi que des assurances sur la rentabilité de tout type de production fermière. Le programme des autorités prévoyait également l'égalité de traitement des trois secteurs de l'agriculture polonaise. La réaction des agriculteurs fut rapide et positive:

- les investissements des fermiers dans l'agriculture ont cru plus rapidement que les revenus de ces investissements;
- la demande de terres et donc leur prix se sont élevés;
- la production a cru à des niveaux annuels de 5% (1981-1985), retrouvant le niveau d'avant la crise dès 1983;
- l'agriculture est devenue intensivement créatrice de ressources;
- les importations de céréales ont chuté de 8 à 2 millions de tonnes.

Ce progrès de l'agriculture a eu indubitablement un effet de frein sur la crise économique. Pourtant, ces tendances positives ne peuvent se maintenir que si les promesses faites par les autorités aux fermiers sont tenues et si de nouvelles mesures sont prises. Aussi, on discerne un lent retour à la "vieille politique" et une détérioration de l'agriculture en relation avec les autres secteurs économiques. Par exemple:

- malgré une croissance relative de la production agricole depuis 1983, les revenus des agriculteurs ont diminué en relation avec les autres groupes professionnels;
- ce déclin relatif des revenus et de la rentabilité est principalement causé par une hausse rapide et brutale des équipements et services agricoles: tracteurs, machines, alimentation animale, engrais, carburants, réparations et transports;
- la part des investissements dans l'agriculture non seulement n'a pas atteint les 30% annoncés mais a de plus régressé;

-un nouveau barème fiscal sur l'agriculture introduit l'an dernier frappe lourdement les cultivateurs spécialisés et les éleveurs. Une taxe progressive a été établie (atteignant 70%) qui contraindra certains fermiers à abandonner certains types de production, comme les cultures fruitières par ex.;

-la morne situation de l'industrie de production de même que les difficultés de conservation de la nourriture se répercutent sur l'ensemble du circuit de production alimentaire;

-les fermes d'état et les coopératives de production demeurent les bénéficiaires de nombreux privilèges: l'état accepte de différer ou de bloquer le remboursement de crédits, facilite l'accès aux équipements et développe les formes de subsides disponibles. La somme des subsides aux fermes d'état est plus élevée que le total de leurs bénéfices;

-la réforme a été réalisée à très petite échelle sur les fermes d'état et les coopératives. En dépit de grandes pertes, aucune d'entre elles n'a été déclarée en faillite. Un fonds centralisé a été récemment créé pour les fermes d'état, qui permet le transfert des profits dégagés par les fermes bénéficiaires vers les fermes déficitaires. Il n'est pas difficile de voir les effets nuisibles de ce principe et le handicap dont une gestion efficiente se voit alourdi;

-toute initiative indépendante dans l'agriculture, dans les domaines éducatif et social, est paralysée par les autorités. L'aide étrangère est également bloquée, notamment la Fondation Agricole et l'offre d'aide aux agriculteurs de la Fondation Rockefeller de 1984. Les militants et les membres des Comités Pastoraux des Agriculteurs Individuels sont constamment inquiétés;

-les agriculteurs polonais sont privés de toute représentation syndicale, à fortiori politique, indépendante.

SOURCES: Biuletyn Informacyjny OBOZU, février, mars, avril 1986; PWA 1.VI.86; Rzeczpospolita, 19-22.VII.86; "Solidarnosc" Nauczycielska (Lublin), mai 1986; Tygodnik Mazowsze, 175 (2.VII.86), 173 (5.VI.86) 166 (10.IV.86).

CHERS LECTEURS: Le prochain numero du NEWS "Solidarnosc" paraîtra le 31 août 1986. Nous vous souhaitons de bonnes vacances.